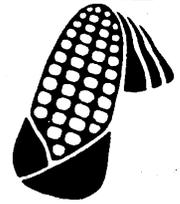




**AMÉRIQUE
LATINE**



D 2100 • A114
16-30 sept 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Économie
Privatisation
Entreprise
Néolibéralisme
Corruption
Chômage

LA FIN DU PARADIS DES PRIVATISATIONS

En **Bolivie**, des milliers de manifestants encombrant les avenues de La Paz un jour du mois d'avril 1996 en protestant contre la privatisation de l'entreprise pétrolière d'État *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos*. Les forces armées de Bolivie expriment leur inquiétude quant à la vente des chemins de fer et des hydrocarbures. Au **Paraguay**, les 2 et 3 mai, les principales centrales syndicales organisent une grève générale pour exiger une augmentation des salaires et elles appellent à la convocation d'un référendum sur les privatisations proposées par le gouvernement, comme ce fut le cas en **Équateur** l'année dernière et en **Uruguay** il y a deux ans.

Au **Brésil**, la vente de l'entreprise d'électricité de Río de Janeiro est ajournée sous prétexte que les conditions de marché sont inadéquates. La vente de la Compagnie *Vale do Río Doce*, le joyau de la couronne en matière de privatisation au Brésil et peut-être de toute l'Amérique latine, est retardé et personne ne sait quand elle repren-

dra, ni même si elle se fera un jour. Au **Mexique** enfin, champion mondial des privatisations à grande échelle et en peu de temps, les plans du gouvernement pour la vente des quatre grands complexes pétrochimiques de Pemex affrontent une vigoureuse opposition du PRI lui-même, le parti au pouvoir. Quant aux Caraïbes, en **Haïti**, la loi sur les privatisations vient d'être votée le 5 septembre par le Parlement, mais après être restée en souffrance plusieurs mois et avoir donné lieu à de nombreuses critiques (cf. DIAL D 2089). Le président Préval préfère même parler de "modernisation" plutôt que de "privatisation".

En fait, nombreux sont les indices manifestant qu'il se passe certainement quelque chose dans le paradis de la privatisation que fut l'Amérique latine il y a encore à peine deux ans.

Ci-dessous, un article de Jorge Castañeda, paru dans *Página /12*, Buenos Aires, Argentine, 7 avril 1996.

Des promesses non tenues

Dans l'hypothèse où se produirait un retour de balancier en matière de privatisations, on pourrait avancer plusieurs explications. Quelques-unes sont communes à tous les pays de la région ; d'autres correspondent spécifiquement à des nations déterminées. Mais toutes possèdent un dénominateur commun : les privatisations réalisées jusqu'à cette date n'ont pas bien fonctionné, ou bien elles ont dégagé des bénéfices très inférieurs aux prévisions et, aujourd'hui, les coûts des nouvelles ventes se sont élevés de sorte que le solde est beaucoup moins

attractif qu'auparavant. Dans la première catégorie, il conviendrait de mettre plusieurs entreprises de différents pays : depuis *Aeroperú*, *Aerolíneas Argentinas*, *Viasa y Mexicana de Aviación* dans le domaine du transport aérien, jusqu'aux banques mexicaines et certaines tentatives de privatisation de pensions de retraite. Aujourd'hui, le résultat est que les entreprises vendues continuent à perdre de l'argent, que les entreprises qui se sont portées acquéreurs tentent de s'en défaire, ou que l'opération entière génère des bénéfices en-dessous des prévisions, enfin que ceux

qui ont été antérieurement attribués à ces mêmes opérations avaient en réalité une origine différente. C'est le cas des pensions de retraite au Chili : les rendements dévolus aux épargnants commencent à décroître, et l'augmentation spectaculaire de l'épargne interne n'est pas dûe aux pensions mais aux efforts des entreprises.

Ou, comme c'est le cas des routes privées au Mexique, l'État se voit maintenant obligé de prendre la dette et l'entretien à sa charge. Il en sera bientôt de même pour la gestion des autoroutes, dont certaines sont de toutes façons utiles, et d'autres, comme celle

qui relie Mexico à Acapulco et qui coûta trois mille millions de dollars, sont en fin de compte des dépenses dispendieuses et inutiles, dignes de la meilleure époque du populisme mexicain.

En ce qui concerne la banque au Mexique, la débâcle a été retentissante, pas uniquement et nécessairement à cause de la privatisation, sinon que cette dernière est devenue indissociable de la terrible crise qui a frappé le système financier mexicain depuis la dévaluation de décembre 1994. Dans d'autres cas - indépendamment des conditions de leur réalisation - les privatisations ont fonctionné relativement bien (Téléfonos de México, les entreprises sidérurgiques de pointe au Brésil, les deux entreprises téléphoniques en Argentine et les entreprises d'eau potable de Buenos Aires) mais sans être non plus la panacée que beaucoup de gens prévoyaient. Et les sociétés latino-américaines, justement lasses des dysfonctionnements des États qui les ont gouvernées, et logiquement dans l'expectative face aux miracles promis, commencent aujourd'hui à modifier leur état d'esprit devant les promesses non tenues. Que s'est-il passé ? Dans certain cas, les acteurs politiques et économiques se sont rendu compte que les entreprises qui perdaient de l'argent quand elles étaient publiques continuent de perdre de l'argent bien qu'elles soient privées maintenant, mais en même temps qu'elles sont indispensables pour la bonne marche d'un pays. Il s'agit par exemple de presque tout l'échafaudage d'infrastructures que les régimes latino-américains ont construit au cours de nombreuses années. Il existe des routes aériennes et terrestres qui ne sont simplement plus rentables et qui sont cependant nécessaires ; le coût engendré par les pertes doit être socialisé. Dans d'autres cas, et cela est de plus en plus fréquent (et explique, entre autres raisons, le discrédit actuel des privatisations au Mexique), la corruption découverte lors des ventes a

été démesurée, et les profits pour quelques-uns ont impliqué des pertes importantes pour beaucoup d'autres. Une des plaidoyers en faveur de la cession de diverses entreprises d'État au secteur privé fut justement la lutte contre la corruption, généralement liée au secteur public. Maintenant, les sociétés se rendent compte que la vénalité associée avec les ventes elles-mêmes et ensuite, avec la gestion privée, est similaire ou pire que celle d'avant. Les questions sur l'origine des fonds avec lesquels les actifs d'État ont été achetés se multiplient ; les murmures sont fréquents et un mot interdit revient souvent sur les lèvres : le trafic de drogue.



Les leçons du processus

Finalement, deux facteurs additionnels nourrissent les doutes et la méfiance de secteurs croissants des sociétés latino-américaines. Le premier de ces deux facteurs introduit le problème du cadre réglementaire : ce n'est pas pareil de privatiser en Angleterre, où l'autorité réglementaire a des siècles d'expérience et dont l'honnêteté n'est pas contestable, et au Venezuela, où la corruption, comme au Mexique, est endémique et où la capacité de l'État en matière de contrôle brille par son absence séculaire. Le dessin économique et social anglo-saxon, quels que soient ses avantages et ses inconvénients, implique un État faible en tant que propriétaire mais puissant en tant que sujet régulateur ou contrôleur des agents économiques et des acteurs sociaux. Vouloir, comme les libéraux, un État dont l'empire est anémique et un État régulateur selon la tradition colbertiste, social-démocrate ou japonaise est un contre-sens.

En second lieu, on a vérifié la manière dont beaucoup d'entreprises privatisées ont mis en oeuvre ce que l'on attendait d'elles : le fameux *down-*

sizing, c'est-à-dire la réduction des effectifs et des salaires dans les entreprises afin de promouvoir l'efficacité, la concurrence et les bénéfices. Et dans de nombreux cas, les résultats sont dignes d'éloges : les firmes les plus productives font la conquête de marchés, augmentent leurs ventes, payent plus d'impôts et créent même de nouveaux emplois qui se substituent aux emplois précédents - improductifs. Mais dans d'autres occasions, - les plus nombreuses - l'ajustement du personnel se produit sans que personne n'en tire profit. Et par contre, les conséquences du chômage massif deviennent intolérables dans des sociétés démunies de filets de protection et connaissant des indices de chômage et de sous-emplois incommensurables comparés à ceux des pays industrialisés.

Et une interrogation surgit : n'était-il pas préférable de conserver les emplois qu'on avait créés au prix de tant d'efforts et même d'un coût social élevé, si l'alternative est le chômage, la délinquance et le désespoir ?

Une bonne partie du processus de privatisation en Amérique latine est aujourd'hui irréversible, pour le meilleur ou pour le pire. Il n'y a pas de marche en arrière dans la majorité des pays ou des entreprises et il ne doit pas y en avoir. Mais les leçons des erreurs commises, des abus et des improvisations doivent servir à la fois pour les futures privatisations - qui peuvent être parfaitement annulées quand elles manquent de logique intrinsèque - et pour corriger ce qui peut encore l'être. Les modes sont les pires conseillères ; aujourd'hui que l'enthousiasme retombe pour le processus de privatisation, il est temps de faire les comptes, d'éviter l'obstination et de rappeler que même les modes parisiennes changent avec les saisons.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.